

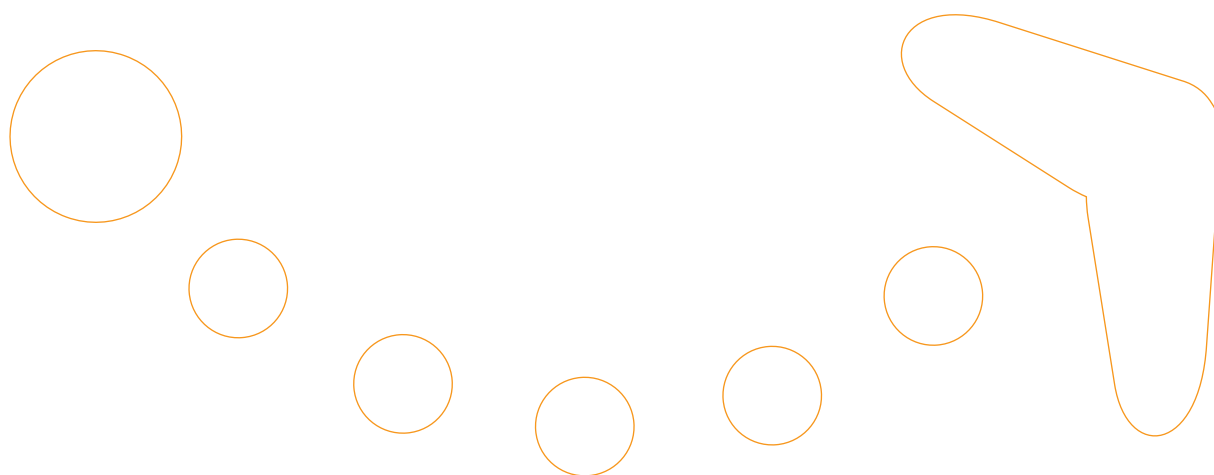
La Caravane des sans-papiers : un processus participatif de reconquête de l'opinion publique et du monde politique

 juin 2017

 CIRÉ

Sommaire

Le contexte	3
Le projet	4
Les réalisations de la Caravane en 2016	4
Conclusion : les suites, en 2017 et 2018	5



Le contexte

Les personnes sans papiers – qui vivent sur le territoire belge sans s'en voir reconnaître le droit – seraient aujourd'hui plus de 150 000 en Belgique, et leur nombre augmente au fil des refus que l'État oppose trop régulièrement aux demandes d'asile et de séjour. Un retour dans leur pays est impossible, car elles viennent souvent de régions dévastées par les injustices et la violence. Ces personnes sont, de par leur situation, condamnées à la clandestinité, à l'invisibilité et se retrouvent au bout de la chaîne des droits et de la citoyenneté.

Cette situation ne résulte pas d'un choix délibéré de leur part, mais de politiques migratoires belges et européennes injustes et inadaptées, qui n'octroient plus de droit de séjour qu'au compte-goutte et sont plus soucieuses de freiner les arrivées que de garantir les droits fondamentaux de toutes et tous.

La cause des sans-papiers est un combat récurrent, qui ressort par vagues régulières. Le CIRÉ est actif depuis de nombreuses années sur cette question : on se rappelle son rôle dans les mobilisations qui ont abouti aux régularisations de 1999 et de 2009. La problématique est régulièrement inscrite dans ses plans d'action sous tous ses aspects : soutien juridique (accompagnement individuel), politique (soutien aux mobilisations) et social (services de l'école de FLE).

Dès son entrée en fonctions, en 2014, Le gouvernement Michel a annoncé qu'aucune régularisation « massive » n'aurait lieu.

Depuis bientôt trois ans, malgré tout, les occupations reprennent. Plusieurs collectifs de sans-papiers se sont organisés en une coordination et se mobilisent avec acharnement, en vue de faire entendre leur voix. Leur objectif ? Faire valoir leurs droits et leur dignité et se voir enfin reconnus comme citoyens à part entière, eux qui exercent déjà une citoyenneté de fait au quotidien.

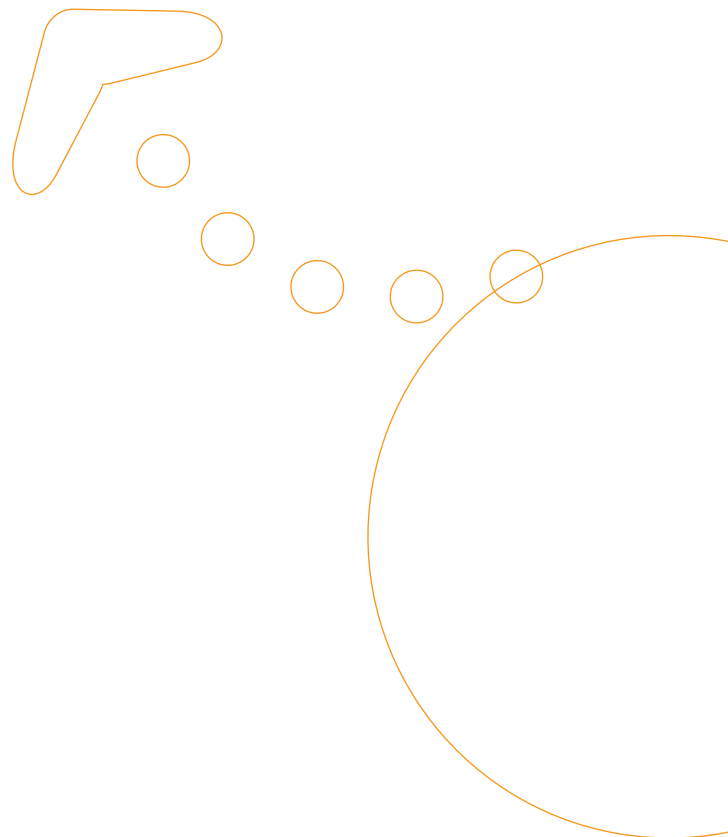
Sous l'impulsion de leur mobilisation, le CIRÉ a co-créé et coordonne une plateforme de concertation et de soutien, qui vise à organiser le dialogue entre les divers acteurs du mouvement et à construire un terrain commun de lutte, à partir de revendications et d'une stratégie partagées. Font partie de cette plateforme les collectifs de sans-papiers, les syndicats, ainsi que plusieurs associations et collectifs citoyens.

Force a été de constater dès le départ que le rapport de force serait difficile à renverser. Outre les orientations générales de la politique migratoire belge, les événements de 2015 - entre l'arrivée importante de demandeurs d'asile et le terrorisme - ont renforcé le climat et les mesures sécuritaires, ainsi que les discours anti « illégaux ». Ceci a entraîné un durcissement des conditions de vie des sans-papiers, précarisant les occupations, menaçant leurs porte-paroles, ternissant encore plus leur image et affaiblissant leur combat.

C'est dans ce contexte que la plateforme de concertation a, en 2016, lancé la Caravane des sans-papiers. Face à la presque impossibilité d'instaurer un dialogue avec le gouvernement, la plateforme a décidé de se tourner en priorité vers les citoyens, la société civile et les pouvoirs locaux. L'intention étant de sensibiliser la population belge à la situation des sans-papiers, en réhumanisant leur image et en bâtissant des ponts entre « eux » et « nous », mais aussi de faire de cette cause un véritable enjeu politique.

Ces derniers mois, tout particulièrement, ont été marqués par l'évacuation d'occupations collectives - moteurs du combat -, des arrestations dont les conditions frôlent celles de la « rafle », l'intensification des discours criminalisants à leur égard ainsi que diverses mesures précarisant davantage encore leur situation : nécessité de documents d'identité pour obtenir un abonnement de GSM, augmentation de la redevance conditionnant l'introduction d'une demande de titre de séjour, précarisation du statut des enfants dont l'un des deux parents est sans papiers, contrôles d'identité de plus en plus fréquents dans les transports en commun et tout dernièrement, l'annonce de la création de nouveaux centres fermés, dont l'existence même et le fonctionnement sont dénoncés depuis de nombreuses années par les ONG tant ils sont attentatoires aux droits fondamentaux (cf. État des lieux sur les centres fermés – 2016).

La Caravane nous est apparue et nous apparaît plus encore aujourd'hui comme un moyen judicieux de développer avec les premiers concernés, à contre-courant des discours les plus répandus dans la sphère politico-médiatique, une forme de résistance créatrice de liens et de plaidoyer pour la dignité de tous et toutes.



Le projet

L'objectif de la « Caravane des sans-papiers » est de visibiliser et d'humaniser la cause des sans-papiers ainsi que d'en faire un véritable enjeu politique.

L'intention est, d'une part, de faire connaître la cause des sans-papiers et d'en promouvoir une image plus juste, plus positive, de manière à rallier la population belge à leur combat. Et d'autre part, de mobiliser les pouvoirs locaux (les communes) et d'en faire un enjeu des élections communales de 2018, puis dans un deuxième temps des élections fédérales de 2019.

Pour ce faire, la Caravane s'appuie sur le réseau associatif (SOS migrants, MOC, MRAX, CIRÉ...), syndical (FGTB et CSC) et citoyen (CRER, plateforme citoyenne...) réuni au sein de la plateforme de concertation, mais surtout sur la mobilisation de personnes sans-papiers, plaçant les premiers concernés au cœur de l'action, les considérant comme acteurs à part entière de la société et promouvant ainsi l'exercice de leur citoyenneté.

La Caravane consiste à se rendre dans diverses villes et communes, pour aller véritablement à la rencontre de la population. Concrètement, il s'agit de s'inviter et d'être invités dans une ville, le temps d'une journée. À chacune de ses escales, la Caravane prend le temps de rencontrer les mondes associatif et syndical, des écoles secondaires et des hautes écoles, des citoyens avec et sans-papiers, les autorités locales, et d'échanger avec eux. Ces temps de rencontre sont l'occasion pour les sans-papiers de témoigner de leurs réalités et défis, mais aussi d'entendre ceux de leurs interlocuteurs. Ensuite, de déconstruire les préjugés diabolisants qui circulent largement à leur égard et de montrer que les combats sociaux des uns et des autres sont finalement très liés, alors que l'on essaie de faire croire que « eux » et « nous » sommes concurrents. Enfin, pour faire entendre leurs revendications et obtenir du soutien, en particulier auprès des autorités communales, avec l'espoir d'aboutir à des engagements concrets de leur part.

La Caravane est aussi porteuse d'une série de revendications partagées par l'ensemble de la plateforme: la régularisation des sans-papiers et l'inscription dans la loi de critères clairs et permanents; un élargissement des voies d'accès au séjour légal en Belgique; la dépenalisation du séjour illégal; la fermeture des centres fermés; la lutte contre l'exploitation des sans-papiers et la mise en concurrence des travailleurs; le respect des droits des enfants sans papiers, au même titre que ceux de tous les enfants.

Les réalisations de la Caravane en 2016

En 2016, après la commune de Forest en ouverture du projet (le 3/5), ce sont les villes de Liège (le 23/9), Verviers (le 3/10), Mons (le 21/10) et La Louvière (le 20/12) qui ont été visitées.

La Caravane a permis d'engranger quelques petites victoires : un projet de motion communale en faveur de la régularisation à Forest, un soutien plus concret de la part des autorités communales - pendant un temps du moins - à l'occupation de la Voix des Sans-papiers à Liège; l'émergence d'un collectif de sans-papiers à Verviers et l'engagement de la bourgmestre de s'opposer aux arrestations reposant uniquement sur le séjour irrégulier; la libération de Luabatu, jeune femme résidant à Mons et détenue en centre fermé; la revitalisation de la mobilisation citoyenne et associative à La Louvière, ainsi que le lancement d'une véritable campagne de sensibilisation dans les écoles; une prise de position officielle pour la fermeture des centres fermés et pour la régularisation des sans-papiers de la part du Président des villes et communes en Wallonie ...

Fort de son succès et ayant obtenu quelques soutiens supplémentaires, la Caravane va pouvoir continuer à circuler tout au long de 2017 et 2018, prioritairement dans les 18 communes bruxelloises, mais aussi en Wallonie (Tournai, Namur...) et en Flandre (Gent...).

Le projet ne peut cependant fermer les yeux sur les difficultés rencontrées en cours de route, qui constituent autant de défis pour la suite. Parmi ces difficultés, nous retenons notamment : la tendance à ne parvenir à toucher que des publics déjà convaincus ou en phase de l'être et la difficulté d'élargir le champ de sensibilisation à d'autres citoyens; la difficulté à décrocher des engagements officiels en lien direct avec les revendications de la plateforme, notamment en ce qui concerne la régularisation; la fragilité des moyens à disposition pour un projet en faveur d'un public dont la présence est considérée comme illégitime par le politique; une moindre implication des femmes dans le projet, pourtant tout aussi représentées que les hommes parmi les personnes sans-papiers, mais souvent responsables d'enfants et parfois moins aisément mobilisables; et, enfin, la fragilité de la mobilisation même des sans-papiers, de par l'ultra-précarité des situations individuelles tout comme des dynamiques collectives, renforcée par le caractère de plus en plus répressif de la politique actuelle, ce qui implique entre autre la peur, voire l'impossibilité pratique de se déplacer. Autant de paramètres avec lesquels il faudra continuer à composer et qu'il s'agira de travailler.

Conclusion : les suites, en 2017 et 2018

Cette année et jusqu'à la mi 2018, la priorité en termes de destinations est mise sur les communes bruxelloises, avec l'intention d'en visiter une douzaine d'ici les prochaines élections communales. La Caravane se rendra en premier lieu dans celles où se trouvent des occupations de sans-papiers, celles où des atteintes aux droits significatives (dans les pratiques administratives) sont relevées, et celles où des comités de citoyens en faveur des migrants sont développés. Nous entendons également sortir de Bruxelles pour poursuivre notre tour des villes wallonnes, voire toucher une ou deux villes flamandes. À partir de la mi-2018, le focus sera transposé aux élections fédérales, ce qui impliquera notamment une réorientation vers de nouveaux interlocuteurs politiques, en prenant assise sur les soutiens obtenus au niveau communal.

Cette année également, la plateforme entend entamer la réactivation des milieux universitaires (soutiens historiques à la cause des sans-papiers) de Belgique francophone, en vue d'obtenir leur appui et d'organiser une action avec elles dans le courant de l'année 2018 : UCL (Louvain-la-Neuve et Bruxelles), ULB (Bruxelles), FUNDP (Namur), Mons.

En termes de méthode, la plateforme se fixe trois priorités pour les deux années à venir.

D'abord, le développement d'outils de communication : d'une part, des outils de visibilité de la caravane (banderole, leaflet de présentation, présence sur les réseaux sociaux) et d'autre part, la réalisation d'un teaser de sensibilisation au combat des sans papiers (déconstruction des préjugés). Nous entendons également soutenir la dynamique de Sans-papiers TV, composée principalement de personnes sans-papiers, qui nous accompagnent à chacune des journées et produisent de précieux reportages vidéo, traces du passage de la Caravane. Quant aux outils de présentation du combat des sans-papiers pour les interventions sur le terrain, ils existent déjà mais nous veillerons à les améliorer.

Ensuite, le renforcement de la mobilisation et de l'empowerment des sans-papiers impliqués dans le projet. Un tel renforcement passe par une présence plus régulière dans les occupations et auprès des collectifs, ainsi que par un lien renforcé avec la coordination des sans-papiers. Mais aussi, par l'amélioration et la professionnalisation des ateliers de préparation des journées Caravane, notamment en y intégrant des temps de formation dépassant le seul champ de cette action.

Enfin, un véritable boosting en matière de mobilisation citoyenne, et ce notamment via une mise en lien avec la Campagne des Communes Hospitalières, coordonnée par le CNCD et dont le CIRÉ est partenaire. Un premier défi consistait à obtenir l'intégration des revendications spécifiques aux sans-papiers dans les thèmes de la campagne. Voilà qui est fait puisqu'une commune ne pourra obtenir le label « d'hospitalière » que si elle prend des engagements aussi en faveur des sans-papiers. Le prochain défi consistera à sensibiliser les comités citoyens existants et/ou en devenir à la légitimité de ce combat (la cause des réfugiés et demandeurs d'asile étant en générale plus porteuse), en allant à leur rencontre avec les sans-papiers, dans le cadre des journées Caravane mais aussi en dehors de celles-ci.



Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers

Créé en 1954, le CIRÉ est une structure de coordination pluraliste réunissant 24 organisations aussi diversifiées que des services sociaux d'aide aux demandeurs d'asile, des organisations syndicales, des services d'éducation permanente et des organisations internationales. L'objectif poursuivi est de réfléchir et d'agir de façon concertée sur des questions liées à la problématique des demandeurs d'asile, des réfugiés et des étrangers.

CIRÉ asbl

rue du Vivier, 80-82 | B-1050 Bruxelles

t +32 2 629 77 10 | f +32 2 629 77 33

cire@cire.be | www.cire.be

 Votre soutien compte ! Faites un don

IBAN : BE91 7865 8774 1976 - BIC : GKCCBEBB

Les organisations membres

- Aide aux personnes déplacées (APD)
- Amnesty international
- Association pour le droit des étrangers (ADDE)
- BePax
- Cap migrants
- Caritas international
- Centre d'éducation populaire André Genot (CEPAG)
- Centre social protestant
- Convivium
- Croix-Rouge francophone de Belgique (département accueil des demandeurs d'asile)
- CSC Bruxelles-Hal-Vilvorde
- CSC Nationale
- Équipes populaires
- FGTB Bruxelles
- Interrégionale wallonne FGTB
- Jesuit refugee service – Belgium (JRS)
- Médecins du Monde
- Mentor-escale
- Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX)
- Mouvement ouvrier chrétien (MOC)
- Présence et action culturelles (PAC)
- Point d'appui
- Service social de Solidarité socialiste (SESO)
- Service social juif (SSJ)